

# Alstom : la fermeture du site de Belfort provoque un tollé politique



Le site de l'usine Alstom de Belfort pendant la visite, en mai 2015, d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie.

Photo Frédéric Florin/AFP

## Une réunion interministérielle se tient ce lundi matin à l'Elysée.

Valérie Leboucq

[@vleboucq](https://twitter.com/vleboucq)

A quelques mois de la présidentielle, François Hollande se serait bien passé d'avoir à gérer dans l'urgence un nouveau pataqués industriel potentiellement explosif. Une fois encore, l'Etat doit se saisir du dossier Alstom, une entreprise dont il contrôle 20 % des droits de vote grâce à des actions prêtées par Bouygues. L'annonce par la direction, la semaine dernière, de l'arrêt des activités ferroviaires sur le site de Belfort a pris de court le gouvernement qui essaie de reprendre la main.

Une réunion interministérielle doit se tenir ce lundi matin à l'Elysée autour de François Hollande et en présence de Manuel Valls, du ministre de l'Economie, Michel Sapin, et des deux secrétaires d'Etat concernés, Christophe Sirugue (Industrie) et Alain Vidalies (Transports).

Jeudi dernier, le PDG du constructeur ferroviaire, Henri Poupert-Lafarge, avait été convoqué au ministère de l'Economie

où l'on avait exigé, en préalable à la fermeture, la tenue de négociations.

La tension est montée ce week-end du côté politique. « *La méthode employée par Alstom est inacceptable. Nous l'avons dit cette semaine aux dirigeants d'Alstom* », s'est insurgé dimanche Manuel Valls sur Europe1. « *Nous avons déjà sauvé Alstom et nous pouvons encore sauver Alstom, à condition que les dirigeants jouent pleinement leur rôle* », a ajouté le Premier ministre. A droite aussi on s'est indigné. Sur RTL, Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate à la primaire Les Républicains, a estimé que « *c'était impossible de laisser faire ça* », ajoutant : « *L'Etat se réveille bien tardivement parce qu'en fait, cela fait des années que ça dérive [...] Il y a eu une opération de sauvetage réussie grâce à Nicolas Sarkozy en 2004 sur Alstom. Et depuis, il y a eu un enchaînement de difficultés avec des errements de l'Etat et du management.* »

### Le fond et la forme

De son côté, l'ex-président a indiqué dans une interview au « JDD » que « *Cette décision est un scandale. [...] Comment l'Etat peut-il accepter que son co-actionnaire annonce la fermeture du site sans qu'il soit au courant ?* »

Si, sur le fond du dossier, les raisons poussant à la fermeture du site histori-

que du groupe étaient connues – l'absence de commandes au-delà de 2018 et un déficit de compétitivité – c'est le caractère précipité et brusque de cette annonce qui suscite le tollé côté politique. Ainsi l'ex-ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, a lui aussi souligné la manière « *brutale et inattendue* » de l'annonce en précisant toutefois que l'Etat, actionnaire minoritaire, ne peut « *empêcher* » la fermeture.

La direction du groupe rappelle qu'il n'y aura pas de fermeture complète du site ni de plan social et qu'elle fera une proposition de transfert vers d'autres sites aux 400 personnes touchées par la mesure. Ces transferts sont toutefois difficiles à concrétiser en raison souvent de l'âge des personnes concernées, des difficultés de revente des maisons ou encore du fait du travail d'un conjoint.

Juste avant l'annonce de la fermeture, la direction générale avait présenté à grand renfort de publicité son projet de TGV du futur dont, il est vrai, le démarrage n'est pas prévu avant 2020. Et, à Belfort, la décision annoncée il y a quelques semaines par une filiale de la SNCF de retenir le constructeur allemand Vossloh, pour construire 44 locomotives de manœuvre, avait avivé l'inquiétude autour du site fragilisé. ■